

Vincent Descombes (1943-)

Directeur d'études, École des Hautes Études en sciences sociales, Paris

(1981)

“La prochaine guerre.
Cornelius Castoriadis,
Devant la guerre.
Tome I : Les réalités”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Vincent Descombes,

Directeur d'études, École des Hautes Études en sciences sociales, Paris

“La prochaine guerre. Cornelius Castoriadis, Devant la guerre. Tome I: Les réalités”

Un article publié dans la revue *CRITIQUE*, Paris, Revue générale des publications françaises et étrangères, tome 37, nos 411-412, août-septembre 1981, pp. 723-743.

[Autorisation formelle accordée, le 21 décembre 2005, par M. Vincent Descombes, directeur d'études, École des Hautes Études en Sciences sociales, [EHESS], Paris]



vd@ehess.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

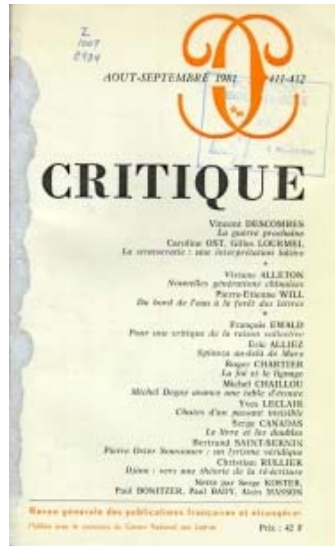
Édition complétée le 4 janvier 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.



Vincent Descombes,

Directeur d'études, École des Hautes Études en sciences sociales, Paris

“La prochaine guerre. Cornelius Castoriadis, Devant la guerre. Tome I: Les réalités”



Un article publié dans la revue CRITIQUE, Paris, Revue générale des publications françaises et étrangères, tome 37, nos 411-412, août-septembre 1981, pp. 723-743.

Vincent Descombes,
Directeur d'études, École des Hautes Études en sciences sociales, Paris

“**La prochaine guerre.** Cornelius Castoriadis,
Devant la guerre. Tome I: Les réalités” ¹

Un article publié dans la revue CRITIQUE, Paris, Revue générale des publications françaises et étrangères, tome 37, nos 411-412, août-septembre 1981, pp. 723-743.

Le dernier livre de Castoriadis appartient à un genre peu pratiqué en France, comme on l'aperçoit déjà au fait que sa bibliographie est essentiellement d'origine anglo-saxonne. Ce premier volume propose à la discussion publique un raisonnement visant à établir certains faits. Un second volume encore à paraître appuiera sur ces faits un jugement politique. Cette répartition de la matière des deux volumes implique que la discussion puisse porter sur les faits et qu'elle doive naturellement précéder l'expression d'un jugement. Il y a là une démarche suffisamment inhabituelle dans ce pays pour mériter d'être signalée. La méthode observée

¹ La *guerre prochaine*, c'est-à-dire celle dont la menace fait partie de notre horizon, n'est pas la *prochaine guerre*, au sens de l'épisode suivant de notre histoire. Parler de la guerre prochaine n'est en rien prédire qu'il y aura, plus ou moins tôt, la guerre. Comme le disait Clausewitz, et comme le rappelle Castoriadis (p. 8-9, 39, etc.), la cause de la guerre n'est pas l'agression, mais la défense. La guerre n'éclate pas pour la raison qu'un peuple prend l'offensive, mais parce qu'un peuple se sent offensé, s'estime en état de légitime défense. Si les victimes d'une invasion ne choisissaient pas de défendre ce qu'elles fixent, dans la représentation qu'elles ont d'elles-mêmes, comme la frontière de leur intégrité, il n'y aurait jamais aucune guerre. Autrement dit, le but de la guerre étant la paix, toute guerre est une guerre de pacification et dure aussi longtemps que le camp placé sur la défensive ne veut pas de la paix. Pour prédire la guerre, il faudrait savoir d'avance jusqu'où peut aller l'esprit de concession, l'esprit « munichois ».

dans les « grands débats » de l'intelligence française est le plus souvent inverse : d'abord annoncer sa prise de parti ou ses convictions, ensuite procéder à l'arrangement significatif des données. Que ce soit au nom d'une philosophie de l'engagement subjectif qui interdit d'« objectiver », sous l'appellation de *fait*, les rapports humains, ou, plus récemment, au nom d'une philosophie sémiologique pour laquelle les faits prétendus ne sont que des points de vue possibles, on admet volontiers que la discussion sur les faits est impossible, dès lors que les assertions de fait présupposent des jugements alors inavoués. Pourtant, cette méthode française donne des résultats inquiétants, elle laisse prévoir des conséquences désastreuses, dont ses partisans ne voudraient certainement pas s'ils s'en avisaient. Il est, par exemple, surprenant de lire cet avis de Claude Lefort sur les rapports Est-Ouest (*Esprit*, avril 1981, p 41) : « toute analyse qui s'en tient à l'évaluation des forces à du potentiel militaire des acteurs en conflit est incomplète et stérilisante. Ce que nous avons à dire pour notre part, c'est que le degré de la force de l'Union soviétique dépend de la représentation qu'on s'en donne et de la volonté de résistance qu'elle suscite : or, l'image la plus répandue est faite pour ruiner tout espoir. Il importe de modifier cette image. » L'intention excellente qui s'exprime ici ne suffit pas à lever la confusion, à laquelle ce propos invite, du diagnostic et de la propagande. J'ai peine à saisir en quoi un espoir fondé sur une représentation que l'on se donne à soi-même en vue précisément de conserver l'espoir se distingue d'une vaine attente. Et j'aurais plus de confiance dans la « volonté de résistance » d'acteurs qui auraient commencé par soustraire leur observation du rapport des forces à la question préalable de l'effet de cette observation sur le moral des troupes. Si on prenait au mot Claude Lefort lorsqu'il soumet ainsi la *représentation* à la *volonté*, on aboutirait bientôt aux doctrines héroïques et désastreuses de l'état-major français en 1914. L'idée que les batailles ne se font pas entre forces matérielles, mais entre volontés, avait justement conduit le maréchal Foch à professer, après J. de Maistre, qu'« une bataille gagnée est une bataille dans laquelle on ne veut pas s'avouer vaincu ». D'où la doctrine catastrophique de l'« offensive à outrance » grâce à laquelle l'assaillant est censé prendre un ascendant moral décisif sur le défenseur. Comme l'observe le major Fuller commentant cette absurdité : « si élevé que puisse être le moral des assaillants, il ne les met pas à l'épreuve des balles »².

² *La conduite de la guerre de 1789 à nos jours* (1961), trad. R. Lartigau, Payot,

Il y a *jugement politique* là où un jugement pratique requiert, pour être porté, une analyse du monde où nous sommes. Si on accepte cette définition, on dira que la question politique principale est aujourd'hui d'apprécier ce qui peut résulter, pour la pratique, de la confrontation entre la Russie et l'Amérique. Le monde contemporain est en effet précisément défini par sa disparition possible, du fait de la rivalité des deux Grands. Tel devrait donc être le point de départ de toute pensée politique contemporaine : non que toute la politique d'aujourd'hui s'y réduise, mais parce qu'une pensée qui n'aurait pas en vue ce monde menacé d'effacement par l'adversité des Grands serait pratiquement futile.

Il importe donc de savoir si cette confrontation doit être décrite comme un équilibre de la terreur, conformément aux doctrines stratégiques officielles de l'Occident, ou comme un déséquilibre. Castoriadis s'est posé la question suivante : comment les experts et les politiques occidentaux parviennent-ils à soutenir l'idée qu'il y a globalement équilibre, alors qu'il est deux faits de notoriété publique :

1) La Russie a pratiqué, depuis 1945, une politique d'expansion territoriale, à la différence des puissances occidentales ;

2) la Russie a adopté depuis des années, au détriment de son économie civile, une politique militaire de supériorité en armement et en effectifs, ce qui n'offre aucun sens dans la perspective d'une stratégie de la dissuasion - ou stratégie de la non-guerre -, mais ce qui est plein de sens dans celle d'une préparation active de la guerre prochaine ³ ? Puisqu'on persiste à parler d'un équilibre des puissances assuré par le terrorisme mutuel de l'arme atomique, il faut que ces deux faits se soient évanouis en cours d'analyse, soit parce que l'analyse ne les confirme pas, soit parce que l'analyse néglige d'en tenir compte en raison des préjugés qui la gouvernent. Castoriadis soutient cette dernière thèse. Si les deux « faits massifs, aveuglants, incontournables » de la politique extérieure impériale et de la politique militaire offensive de la Russie sont méconnus, c'est parce qu'on veut faire entrer la réalité russe dans un cadre conceptuel « inadéquat et périmé » (p. 102). Le but de Castoriadis est donc de partir de ces faits

1963, p. 113.

³ « *Devant la guerre*, en français, ne signifie *avant la guerre...* » (p. 7).

pour réformer notre image de la Russie, et plus généralement notre conception du fonctionnement d'une société. « Le surarmement de ce pays, devenu première puissance militaire mondiale en même temps que sa production et son économie non-militaire demeurent dans un état pitoyable, est à la fois clé de l'analyse de la société russe contemporaine et boussole indiquant les lignes de force de son avenir » (p. 107).

À cela, on pourrait objecter que les deux faits cités ne sont pas retenus dans l'opinion progressiste, ni dans l'opinion libérale, mais qu'ils sont en revanche un thème constant de l'opinion réactionnaire. Ce qui, aux yeux de certains, nous autoriserait ipso facto à les tenir pour imaginaires. Mais le problème important n'est pas de savoir si Castoriadis parle comme le font les « réactionnaires » lorsqu'il affirme qu'il y a une supériorité soviétique en matière militaire (en qualifiant une opinion de réactionnaire, on s'est contenté de la situer au regard d'autres opinions, mais on n'a encore rien dit de sa pertinence). Le point intéressant est bien plutôt de savoir si Castoriadis s'est borné à offrir dans son livre un nouveau tableau alarmiste de la menace russe, comme il y en a déjà eu beaucoup, ou bien s'il a proposé une hypothèse suffisamment vraisemblable qui nous permette d'admettre la réalité de cette menace, étant donné ce que nous savons, par ailleurs, de la Russie dans son économie civile et dans ses mœurs (et qui impose un diagnostic de faiblesse généralisée et irréparable).

Il y a toujours eu pour l'intelligence occidentale une difficulté à apprécier la force véritable du régime soviétique, et plus généralement des systèmes totalitaires. Hannah Arendt l'avait déjà très bien observé :

« L'incapacité du monde non totalitaire à saisir une mentalité qui fonctionne indépendamment de tout calcul de l'action en termes d'hommes et de matériel, et qui est entièrement indifférente à l'intérêt national et au bien-être de son peuple, se montre dans un surprenant dilemme pour le jugement : ceux qui aperçoivent bien l'efficacité terrifiante de l'organisation totalitaire et de la police ont tendance à surestimer la force matérielle des pays totalitaires, tandis que ceux qui voient l'incompétence ruineuse de l'économie totalitaire ont tendance à sous-estimer le potentiel de pouvoir qui peut être créé en dépit de tous les facteurs matériels. »⁴

⁴ *The Origins of Totalitarianism*, 31^e éd., 1966 (New York, Harcourt, 1973, p. 419). Il n'existe encore à ce jour aucune traduction française intégrale de cette étude classique d'Hannah Arendt, dont la première édition date de 1951. Ceci en dit long sur

Il en est encore ainsi aujourd'hui, à ceci près que Castoriadis soutient que le contrôle de l'État (y compris l'armée) par le Parti (c'est-à-dire par la police secrète) s'est changé en contrôle de la société civile par la société militaire.

Castoriadis a tendance à donner aux arguments qu'il avance un tour polémique dont on retire la fausse impression que toutes ses assertions seraient également nécessaires à la démonstration. Le tout serait à prendre ou à laisser. Il n'est donc pas inutile d'indiquer d'abord l'enjeu, cela qui aura dû être démontré au moment où le livre s'achèvera. Le raisonnement de Castoriadis n'a de sens que s'il y a effectivement un désaccord entre l'image communément reçue de la Russie et le fait de la puissance militaire soviétique. On retrouve le dilemme dénoncé par Hannah Arendt : si cette force militaire existe, alors la Russie est un pays fort, y compris dans son économie ; si en revanche l'état de l'économie est lamentable, alors la capacité militaire de la Russie doit souffrir de cette faiblesse. Castoriadis déjoue le dilemme en soutenant qu'il y a en réalité deux sociétés russe et non pas une Russie : seule façon de rendre compatibles le fait de l'infériorité russe en matière d'économie civile et le fait de la supériorité russe en matière d'armements.

Comme tous les points de fait, celui d'un déséquilibre des forces - militaires à l'avantage de la Russie est évidemment discutable. Une telle discussion gagnerait en clarté si on la restreignait à ce qui est strictement nécessaire pour la démonstration. Il ne revient pas au même de dire que

(I) la Russie a une supériorité militaire sur les États-Unis ;

(II) la Russie a cette supériorité, *compte tenu* de sa position géopolitique qui l'avantage, de sorte qu'un équilibre des forces exigerait un surarmement américain au regard de l'armement russe (p. 35-36) ;

le sérieux de l'attention accordée en France au phénomène totalitaire. Éditeurs et publicistes paraissent s'adresser à une opinion anorexique dès qu'on touche à l'information et à l'analyse : juste compensation d'une boulimie en fait de vibrants discours et de réquisitoires indignés. Sur l'œuvre de H. Arendt, on se reportera utilement au numéro spécial de la revue *Esprit* (juin 1980) qui lui est consacré.

(III) la Russie a une supériorité militaire *irréversible* sur les États-Unis (p. 76).

On verra que les précisions des versions (II) et (III) de la thèse ne sont pas indispensables. Je puis donc les laisser de côté, ainsi que telle parenthèse ironique sur l'armement nucléaire d'un petit pays comme la France (dans laquelle le cas de figure d'une *défense* du faible contre le fort dans l'hypothèse d'une confrontation plus *générale* se trouve indûment assimilé au cas d'une *rivalité* pour la domination mondiale entre deux forts, rivalité *produisant* cette confrontation même dans laquelle les autres sont pris bon gré mal gré). À l'appui de cette thèse, Castoriadis offre deux arguments : l'un consiste à contester l'efficacité de la stratégie dite de la dissuasion, l'autre à déterminer les conditions sociales de la production des armements en Russie. L'un et l'autre argument, on le voit déjà, supposent que l'évaluation du rapport des forces ne doit pas être confondue avec une simple comptabilité, colonne par colonne, du nombre des engins de différents types accumulés des deux côtés. Castoriadis prend soin de préciser qu'on ne peut se contenter d'une comparaison de la *quantité* des armes, même si on affecte ce nombre d'un coefficient exprimant la *qualité* technique des engins. Car ce qui importerait en cas de conflit, serait moins les performances dont chaque type d'engin serait capable dans l'absolu que sa possibilité d'intégration à une action d'ensemble utilisant, sur des terrains de nature diverse, toutes sortes d'armes et de véhicules complémentaires les uns des autres ⁵. Que doit donc viser une comparaison des stocks d'armes ? Elle permet d'abord d'enregistrer la supériorité massive de la Russie en matériels conventionnels. Si on admet maintenant, avec Castoriadis, que l'équilibre de la terreur est une notion privée de sens, que la dissuasion est une illusion occidentale, et que l'état-major russe ne partage pas cette illusion, alors cette supériorité russe en blindés et en sous-marins, etc., reçoit le sens d'une supériorité pure et simple dans le rapport des forces. Ce qui permet d'inférer deux conclusions :

1) Le type d'armements produit par un camp trahit la doctrine stratégique adoptée par ce camp. Il importe, par exemple, de savoir que la Rus-

⁵ On a eu l'exemple récent, lors du conflit entre l'Irak et l'Iran de l'automne 1980, de paralysies partielles provoquées par la présence, dans l'attirail militaire de l'assailant, d'engins trop « performants » au regard de la qualité moyenne de l'ensemble de ses équipements.

sie, loin de ralentir son effort d'armement à la date où elle a atteint la parité nucléaire (vers 1960), s'est dotée depuis d'une imposante marine de guerre dont la contribution à la terreur dissuasive est nulle (pp. 33-34).

2) La capacité à produire un matériel fort complexe en quantité énorme révèle l'existence d'un type de production et au-delà d'un type de société : en l'occurrence, d'une société qui est caractérisée par le fait qu'elle prépare activement la guerre.

Premier argument : la dissuasion est une illusion. Cet argument est indispensable à la thèse. Un adepte de la stratégie de la non-guerre se refusera en effet à reconnaître une finalité offensive aux engins conventionnels que la Russie produit massivement : la terreur nucléaire est censée en rendre impensable l'utilisation contre l'un ou l'autre des territoires déclarés « sanctuaires ». Mais Castoriadis rappelle que l'état-major soviétique n'a jamais adhéré à la doctrine selon laquelle une guerre nucléaire déclarée par qui que ce soit serait une guerre perdue pour tout le monde, de sorte que l'intérêt bien compris des uns et des autres imposerait de s'en tenir à l'état de non-guerre. Ceux qui ont voulu soutenir cette doctrine en Russie ont été éliminés du pouvoir.

« Enfin, contrairement à Khrouchtchev, qui partageait les idées décadentes et réactionnaires des Américains sur l'impossibilité de « gagner » une guerre nucléaire, la nouvelle stratégie proclame explicitement que la mission de l'Armée est de « livrer et gagner une guerre nucléaire », et la prépare - et le pays - à cette fin. Elle est par là conforme à ce qu'on peut appeler le fondement et le projet ontologique d'une Armée : livrer et gagner la guerre. Une Armée sans perspective de guerre et de victoire, c'est un curé qui ne croit pas à la résurrection des morts. C'est la situation de l'Armée américaine. »⁶

⁶ *Devant la guerre*, I, p. 275. Le Général Poirier, sur lequel Castoriadis exerce injustement sa verve (p. 42-45) à partir d'une citation isolée, a consacré un livre à ce malentendu, dans lequel il pose des questions analogues (*Des stratégies nucléaires*, Hachette, 1977 ; voir en particulier p. 277 sq. : « Moscou ne répond pas »). La pensée militaire officielle de l'Union soviétique, telle qu'elle s'exprime dans le Manuel de Sokolovski (1962), s'appuie sur la tradition marxiste (et par là, indirectement, sur la leçon tirée par Clausewitz de la Révolution française) pour écarter l'idée qu'une innovation technique puisse changer la nature de la guerre : à l'âge nucléaire comme avant, celle-ci reste la suite de la politique.

L'un des motifs d'inquiétude des stratèges occidentaux est précisément de n'avoir pas réussi à transmettre à l'adversaire la doctrine raisonnable de la non-guerre. Si un acteur, à l'âge de l'arme nucléaire, est raisonnable, il ne peut pas ne pas comprendre qu'on prépare désormais la guerre pour ne pas avoir à la faire, et non pas pour être en état de la faire si on devait la faire. L'apparition du mot *raison* dans le discours stratégique contemporain signale un virage inquiétant de la pensée militaire : celle-ci s'émancipe de la tutelle *politique* pour s'absolutiser dans la forme d'une *pédagogie*. Le stratège émancipé s'obstine dans la certitude d'avoir raison, il donne tort aux apparences et prétend combler l'écart du réel au rationnel par l'éducation du partenaire. Si l'état-major soviétique ne professe pas la doctrine de la non-guerre, ce ne peut pas être le signe que cet état-major raisonne autrement, mais plutôt qu'il raisonne de travers, qu'il n'a pas compris ou qu'il feint de ne pas comprendre ⁷. De façon générale, l'intrusion du motif pédagogique dans la pensée politique trahit toujours le désir de soustraire ses conceptions à l'épreuve des faits. Le stratège émancipé du politique s'offre, sous le nom de pédagogie, la liberté de substituer à la réalité de l'adversaire une fiction plus conforme à ses prémisses théoriques.

Les stratèges qui estiment que la guerre nucléaire n'aura pas lieu si *les adversaires sont raisonnables* jouent sur les mots. Ils font comme si la raison guidant chacun des acteurs était une raison pure pratique, qui dirait toujours la même chose en toutes circonstances, alors que c'est une raison hypothético-déductive qui parle dans le contexte sans cesse modifié d'une rivalité illimitée. Rien ne peut donc être déclaré *a priori* déraisonnable. La bombe atomique n'est pas une innovation absolue par laquelle l'humanité serait mise « en possession de sa mort », selon la formule d'un penseur étranger à la réflexion politique ⁸, elle est seulement un perfection-

⁷ Castoriadis fait allusion (p. 275, note 1) aux débats suscités par l'article signé Richard Pipes dans *Commentary*, juillet 1977 : « Why the Soviet Union thinks it could fight and win a nuclear war ? » Voir, en français, par exemple, Charles ZORGBIBE, « Le risque de guerre », *Revue politique et parlementaire*, 1981.

⁸ Lorsque Sartre écrit, en 1945, que l'humanité accède à la liberté absolue grâce à la bombe atomique, il manifeste son total désintérêt pour les conditions politiques de l'existence humaine. Dire que l'humanité est désormais libre de vivre puisqu'elle est libre de se donner la mort, c'est transposer indûment la philosophie de la liberté par le suicide, applicable à l'individu, au cas de l'humanité. Entre ce qui arrive à

nement dans l'art du bombardement massif. Rien de plus déraisonnable, a priori, que le bombardement des masses civiles adverses : si le but de la guerre est la paix, et non l'extermination passionnée des suppôts du mal absolu, comment pourrait-on conclure une paix avantageuse avec un adversaire qu'on aurait d'abord aux trois quarts anéanti ? Le bombardement massif, arme de la guerre totale, n'en est pas moins régulièrement adopté par les états-majors depuis plus d'un siècle, parce qu'on y trouve le moyen le plus économique, et donc le plus raisonnable, de hâter la fin de la guerre. La limite qui sépare le raisonnable du déraisonnable se déplace donc, selon qu'on raisonne dans le calme de la paix ou dans l'inquiétude du combat. Comme l'écrit le major Fuller : « Peut-on s'attendre, dans un monde qui, normalement, est retourné à l'âge des jeux du cirque, à ce que la raison préside à l'usage de la bombe atomique ? Comment l'espérer, alors que six années durant, la propagande a abreuvé les masses de cette idée que l'anéantissement de l'ennemi était le seul but de la guerre ? Je n'en veux comme exemple que la justification la plus communément admise de l'emploi de la bombe atomique : « elle a sauvé des vies américaines en détruisant des vies japonaises » ; comme si sauver ou détruire des vies étaient des buts de guerre ! Si c'était vrai, pourquoi alors faire la guerre ? »⁹ Il n'y a en réalité aucune différence substantielle entre la raison et le délire : mais nous donnons le nom de délire au raisonnement qui s'exerce dans des conditions d'affolement et d'agitation, sous la menace d'une destruction imminente que nous ne ressentons pas nous-mêmes. La proximité du danger élargit les limites du raisonnable. Elle change en mesure de précaution indispensable et sage ce qu'on aurait considéré en des temps plus calmes comme con. traire à tout bon sens. Ce fut toujours l'impuissance du rationalisme de ne pas reconnaître une raison élargie par

l'un ou l'autre et le genre humain dans son ensemble, il n'y aurait pas d'intermédiaires : ni parents, ni voisins, ni nations, ni États. « La communauté qui s'est faite gardienne de la bombe atomique est au-dessus du règne naturel car elle est responsable de sa vie et de sa mort : il faudra qu'à chaque jour, à chaque minute elle consente à vivre » (*Situations*, III, p. 69). On passe immédiatement de moi à tous. Mais pour que la guerre atomique soit un suicide, il faudrait que l'humanité soit unifiée, et si l'humanité était unifiée, il ne serait plus question de guerre nucléaire. La guerre opposant un peuple à un autre peuple est subrepticement métamorphosée en conflit intérieur, en drame personnel.

⁹ J.F.C. FULLER, *L'influence de l'armement sur l'histoire depuis le début des guerres médiques jusqu'à la seconde guerre mondiale* (1946), trad. fr. du Général Chassin, Payot, 1948, pp. 216-217.

le pressentiment du danger dans ce qu'il condamnait sous les noms de *délire*, *visions*, *Schwärmerei*, etc.

Second argument : la Russie divisée en deux. Tout le monde admet, sans doute, que l'armée joue dans la Russie d'aujourd'hui un rôle plus important que sous le règne de Staline. La vue commune est que l'armée est devenue le principal soutien du Parti, et en particulier l'unique moyen de la domination des pays satellites. Castoriadis juge cette vue insuffisante. D'après lui, le pouvoir en Russie n'appartient pas à une bureaucratie s'appuyant sur l'armée, comme dans un quelconque « régime fort », mais il est passé entre les mains de l'armée elle-même : la *bureaucratie* a cédé la place à la *stratocratie*.

« Il ne s'agit pas de clique militaire - mais de l'Armée comme corps social. Il s'agit des conclusions sociologiques qui découlent presque inévitablement de cette constatation de fait : la Russie est devenue première puissance mondiale, avec ce que cela présuppose industriellement et technologiquement, en même temps qu'elle ne parvient pas à engranger à temps des récoltes de blé déjà insuffisantes. Nous observons deux mondes pratiquement séparés, sauf que le deuxième fournit de la matière première - charbon comme fantassins - au premier. Tout se passe comme si société et économie étaient parfaitement clivées en deux parties » (p. 21).

Que penser de cet argument ? Il importe de lui retirer l'apparence de cercle vicieux qu'il aurait s'il devait passer pour l'explication que Castoriadis proposerait de la montée de la Russie aux premiers rangs de la puissance (comme si on devait prouver le fait de la supériorité soviétique par le fait du clivage, puis le fait du clivage par celui de la supériorité). Il ne s'agit pas en réalité d'expliquer cette promotion, mais de la traduire du langage technologique auxquels se limitent les experts occidentaux dans un langage sociologique. L'hypothèse du clivage de la société russe est la seule façon d'admettre que les forces armées russe ne soient pas un tigre en papier. S'il n'y avait qu'une Russie, il faudrait que l'économie civile de la Russie soit aussi productive que l'américaine, ou bien que l'économie militaire de la Russie soit aussi peu productive que son économie civile. Parler d'un clivage n'est pas expliquer quoi que ce soit, c'est seulement s'interdire de mesurer les forces militaires russes, leurs capacités offensives et l'appareil industriel qui les produit à l'aune de son industrie civile et de l'organisation de son agriculture. S'il n'y avait pas ce clivage, on devrait s'attendre à ce que l'irresponsabilité bureaucratique aboutisse, dans

l'ordre militaire, aux effets bien connus : les blindés seraient fournis à temps aux corps d'armée, mais non les pièces de rechange ou les munitions, les réserves d'essence n'existeraient que sur le papier, etc.

« Le fait important n'est pas (seulement) qu'une quantité énorme de ressources est consacrée à l'armement - pendant que le pays manque presque de tout. Le fait important est le *clivage qualitatif* entre la production militaire et l'autre - qui renvoie à un clivage qualitatif des *ressources humaines*, de *l'organisation* de la production et finalement des *attitudes* de ceux qui sont engagés dans la production (...). Il y a visiblement en Russie des hommes qui, du sommet au bas de l'échelle, sont passionnés par la production des Mig - cependant que depuis les manœuvres jusqu'à Brejnev tout le monde se fiche de la production des chaussures. Le clivage de la société militaire et de l'autre n'est ni ne peut être ni simplement « économique », ni simplement « technologique ». Il est, nécessairement, sociologique, au sens le plus profond et le plus fort de ce terme » (p. 113).

Si tel est bien le sens de l'argument du clivage, il convient de lever l'ambiguïté dont souffre toute tentative d'évaluation hors conflit du rapport des forces. Castoriadis souligne lui-même qu'on ne peut en aucun ras prédire, au seul vu de la comptabilité des armements, qui l'emporterait en cas de guerre. Seul le « jugement de Dieu », ou *ordalie*, d'une Troisième Guerre mondiale pourrait le dire. En réalité, personne ne peut savoir qui est le plus fort, ce qui n'empêche pas de se livrer à des supputations. Mais il apparaît que la démonstration de Castoriadis sur la nature de la société russe contemporaine et sur le danger d'une guerre prochaine ne requiert nullement qu'on ait la *certitude* de la supériorité soviétique. Même sous sa forme la plus modeste - la version (1) -, la thèse énoncée ci-dessus était encore trop contraignante, plus qu'il n'était nécessaire. Il suffit de dire ceci : nous avons la certitude que les dirigeants russes ne prennent pas les mesures qu'il leur faudrait prendre s'ils voulaient sérieusement « rattraper et dépasser l'Amérique » du point de vue du bien être de la population (ils ne le font pas, soit qu'ils ne le désirent pas, soit qu'ils ne le puissent pas, soit pour les deux raisons à la fois) ; en revanche, rien ne nous permet de dire qu'ils n'ont pas pris toutes les mesures qui s'imposaient pour atteindre le même objectif du point de vue militaire, objectif explicitement annoncé par la doctrine stratégique officielle de l'Union soviétique. Cette double constatation peut être résumée dans l'assignation d'un caractère *stratocratique* au pouvoir qui prévaut aujourd'hui en Russie.

Castoriadis s'efforce de supputer l'ordre de grandeur des deux sociétés dont il a induit l'existence, à l'aide d'un calcul qui fait un appel parfois vertigineux à des constructions auxiliaires et à la substitution d'entités fictives aux données non mesurables. En partant du connu (la quantité et la complexité des engins accumulés par la Russie), et à l'aide d'une évaluation de la productivité moyenne de l'industrie militaire qui fonde un raisonnement sur le taux de change du rouble, Castoriadis conclut que la population engagée dans la production des armements doit être de 25 ou 30 millions de personnes (sur une population active d'environ 150 millions de personnes).

De tels essais d'évaluation sont par définition discutables ¹⁰ : ils seraient dépourvus d'intérêt s'ils ne l'étaient pas. Il est souhaitable qu'on en débattenne pour les réviser et les corriger. Toutefois, le but de cette indispensable discussion ne sera pas d'atteindre la dernière précision des choses. Il est de correspondre à ce qui au fond préoccupe chacun : peut-il y avoir un équilibre prolongé des forces fondé sur la terreur ? Plus exactement, peut-il y avoir une règle du jeu stratégique commune, dès là que les sociétés affrontées sont de nature différente ? Quoi qu'il en soit, finalement de l'opinion qui prévaudra sur la puissance réelle de la Russie, quelque chose devra être retenu du livre de Castoriadis. En se plaçant, comme l'indique son titre, *devant la guerre*, Castoriadis a rompu avec certaines facilités de la classe intellectuelle française. D'abord en s'efforçant de prendre en vue un *futur contingent* (p. 16)

ce qui exclut l'attente d'un futur prétendument nécessaire (comme dans le progressisme classique) aussi bien que le ressassement morose d'un passé dont on ne parvient pas à se délivrer. Ensuite et surtout, parce que ce futur contingent est la possibilité de la guerre.

Castoriadis choisit de ne pas comparer la société russe et la société américaine par le biais de la production (comme il le faisait jadis), mais cette fois par le biais de l'armement. Le plan de comparaison n'est plus fourni par la question : comment la production ici et là est-elle organisée et qui y a le pouvoir de fixer le taux d'exploitation de la main d'œuvre ? Mais plutôt : comment la confrontation avec l'adversaire y est-elle prépa-

¹⁰ Voir, dans ce même numéro, l'article de Caroline Ost et Gilles Lourinel.

rée et qui a le pouvoir de soustraire à la consommation civile, quelle qu'elle soit, celle des privilégiés comme celle des hommes quelconques, la part de la richesse destinée à la production et à l'entretien de la force militaire ? Le premier mode de comparaison peut être dit *économique* et le second *stratégique*. Bien entendu, l'un et l'autre sont d'abord politiques. Pour Castoriadis, ainsi qu'il l'avait déjà écrit depuis longtemps, la comparaison des « modes de production » n'est pas et ne peut jamais être économique, dès là que le critère permettant de séparer ce qui est « produit » de ce qui est « surproduit » est forcément politique (voir pp. 211-212). Mais ce type de comparaison, tout politique qu'il est, se distingue de l'autre en ce qu'il maintient quelque chose d'un primat de l'économie ou d'une priorité logique de la production sur les autres activités.

Du point de vue d'une Politique économique, au sens d'une politique visant à assurer une *économie* (une proportion optimale des moyens et des fins) dans la production des richesses, les dépenses militaires ont justifiées, comme toute chose au monde, par leur *utilité*, celle-ci étant mesurée par la contribution de ces dépenses à la productivité d'ensemble. Les dépenses militaires sont et ne peuvent être que des frais de gendarmerie. Cet argent, qui paraît d'abord dépensé de façon improductive, est en réalité une assurance que l'on prend en vue de garantir que le travail et les investissements directement productifs ne seront pas vains. La comparaison économique des sociétés paraît donc la plus naturelle tant qu'on accepte le concept libéral de la politique, en vertu duquel la fonction de l'État est celle du gendarme assurant la police du marché. Ce que propose Castoriadis, et particulièrement au regard de ses écrits précédents, est donc un renversement de méthode ¹¹ : non plus comparer les sociétés par le biais de l'économie de la production, mais comparer les sociétés engagées dans une compétition planétaire, y compris dans leurs économies, par le biais de leurs stratégies (dont la politique d'armement n'est qu'un aspect).

L'intérêt de ce changement de perspective se montrera dans sa fécondité, c'est-à-dire dans l'ouverture qu'il donne sur un ordre de phéno-

¹¹ Il est d'ailleurs juste de rappeler que Castoriadis a entrepris de longue date une critique radicale des concepts de *productivité* et de *rationalité*, tels que la pensée de gauche les oppose vainement aux conservateurs. Voir, en particulier, *L'institution imaginaire de la société* (Seuil, 1975) et *Les carrefours du labyrinthe* (Seuil, 1978).

mènes inévitablement occultés dans la conception libérale des choses, du fait de son préjugé économiste (ou utilitariste). Selon la nouvelle perspective adoptée par Castoriadis, ce qui vient au premier plan est maintenant le rapport qui s'institue, dans les différents types de société moderne, entre le civil et le *militaire*. La forme de ce rapport définit chacun des types de société (par exemple, comme « stratocratique ») et permet de déterminer si la concurrence que se font les deux Grands est symétrique ou dyssymétrique. Il y a rivalité symétrique (ou duel régulier) si les adversaires se font concurrence avec les mêmes armes, chacun cherchant à faire comme l'autre mieux que l'autre. Il y a rivalité dyssymétrique (ou simple combat) s'ils ne jouent pas le même jeu, donc s'ils ne jouent pas du tout, aucune règle ne fixant à l'avance les conditions d'une victoire. Non seulement il est important de savoir si la lutte pour la domination mondiale obéit à une règle quelconque, mais aussi de se demander si les adversaires connaissent la nature de leur conflit, ou bien si l'un ne prend pas pour un duel au fleuret ce que l'autre se figure être un tournoi à la masse d'armes.

La nature bourgeoise de la société américaine se manifeste dans la tendance à séparer le stratégique du politique. Les États-Unis inclinent à donner aux problèmes militaires un énoncé purement technique. Comme l'ont noté certains observateurs que cite Castoriadis (pp. 68-69 ; voir p. 71, note 2), on y répond régulièrement aux problèmes qui naissent de la compétition russo-américaine par l'invention de *gadgets* plutôt que par une doctrine politique. L'arme à laquelle se confie la civilisation américaine n'est pas, au fond, tel ou tel type d'engin, mais c'est le *progrès technique* dans la production de tous les types d'engin concevables. Castoriadis remarque que la politique de la Russie a maintenant pour unique fin de démontrer et d'assurer que la domination communiste est irréversible, là où elle est établie. L'univers soviétique s'effondrerait, et avant tout moralement, si une partie de l'Empire succombait à une « contre-révolution ». On peut poser la même question de l'autre côté : qu'est-ce qui doit passer pour irréversible au regard des idéaux américains ? C'est manifestement *l'American way of life*, avec ce que cette expression comporte d'un mélange indissociable de la jouissance des droits civils et de celle du confort matériel. Il faut donc compter, dans l'armement américain, non seulement les engins militaires, mais les droits de l'homme, les débats télévisés, le blue-jean, la crème glacée à volonté, etc. Tel est du moins, implicitement, l'opinion moyenne américaine, qui est d'ailleurs

devenue, depuis les années 1960, l'opinion moyenne occidentale, Pour l'Occident, la compétition reste avant tout économique, c'est-à-dire que l'industrie militaire représente la *part sacrifiée* de la richesse aux nécessités de la sécurité extérieure. S'il en est ainsi, les stratèges américains peuvent aller jusqu'à se figurer que le surarmement soviétique est imposé par eux à la Russie, qu'il est la réponse soviétique à l'incessant progrès de la technique américaine, et que cet excès d'armement affaiblit toujours plus ce pays dans la mesure où il l'empêche de satisfaire les besoins civils de sa population ¹². Le surarmement russe serait à la fois le signe et la cause de la faiblesse du système soviétique. Pour croire cela, il faut être persuadé que la légitimité d'un régime, et donc la civisme des peuples, repose sur sa capacité à nourrir, loger, soigner et distraire ses populations. Ce sont là les fonctions d'un bon intendant, d'un *économiste* chargé des soins du ménage d'un quelconque ensemble humain. La légitimité du régime politique, dans une société de type occidental, serait donc foncièrement économique, au sens originel du mot. Le marxisme, qui reproduit fidèlement cette conception apolitique du pouvoir (sauf à observer non sans raison que cet intendant laisse les puissants dépouiller les faibles), est ici aussi le pur produit de la philosophie libérale. En revanche, comme le souligne Castoriadis, la répartition des richesses produites en Russie entre le secteur civil et le secteur militaire n'est en aucune façon négociée. On pourrait donc dire qu'à l'inverse des sociétés bourgeoises dont les fonde-

¹² « Peut-être voulons-nous, en influençant le budget de la défense soviétique, accroître au maximum la tension qui pèse sur l'économie de l'Union soviétique. L'amener à essayer de ne pas perdre de terrain par rapport à nous dans une dispendieuse course aux armements peut être le moyen de lui faire prendre un retard économique » (T.C. Schelling, cité par le Général Poirier, op. cit., p. 212). Un article récent de Lester Thurow, professeur d'économie au M.I.T., a bien exprimé ce point de vue dans une critique du programme d'augmentation des dépenses militaires de l'administration Reagan : « Est-ce que l'ingénieur moyen préférera travailler sur le projet d'un nouveau missile au laser, ou bien sur le projet d'un nouveau grille-pain électrique ? Poser la question, c'est y répondre (...) La recherche militaire peut payer quasiment n'importe quel prix pour obtenir ce qui se fait de mieux. L'économie civile ne le peut pas. Le résultat, c'est que les techniciens et les chercheurs les plus talentueux vont à la défense militaire (...) Mais quel intérêt pour nous de dominer le monde dans la production des missiles, si dans le même temps nous sommes battus dans celle des grille-pains électriques ? Au long terme, une économie civile qui échouerait systématiquement sur les marchés extérieurs serait également incapable de produire des missiles dans le cadre d'une réelle économie militaire » (*New York Review of Books*, 14 mai 1981, p. 6).

ments sont « en dernière instance » économiques, la société russe est stratocratique en ce qu'elle tend à concevoir le budget civil comme prélevé sur le budget militaire, comme cette part du produit sacrifiée aux exigences de la sécurité *intérieure*. Devant la guerre, le ploutocrate sacrifie au dieu de la guerre, espérant ainsi ne pas avoir à la faire, et le stratocrate aux divinités de la troisième fonction, pour obtenir la paix nécessaire à sa préparation.

Afin d'évaluer l'équilibre des puissances, il ne suffit pas de compter les missiles, les sous-marins, etc., il faut aussi considérer les tensions internes à chaque camp, le rapport intérieur des forces ploutocratiques et des forces stratocratiques, de la politique du beurre et de la politique du canon. Lorsque Staline demandait combien le pape pouvait aligner de divisions blindées, il se trompait grossièrement dans son calcul du rapport des forces, oubliant la triade clausewitzienne des forces vives (armées), des forces mortes (ressources) et des forces morales. Le fait que ces dernières soient comptabilisées à *l'Ouest comme à l'Est sous le nom d'« idéologie »* est un des signes les plus flagrants de l'insuffisance de notre sociologie (comme Castoriadis paraît le percevoir p. 226). De façon générale, l'erreur est de se tromper de genre : c'est une faute de croire qu'on puisse résister à une charge de blindés par une simple force morale, mais c'en est une autre de croire qu'on puisse se passer d'une force morale.

Pourquoi la question politique est-elle devenue aujourd'hui la question stratégique ? Parce qu'on ne peut plus séparer le civil du militaire, dès là que chacun de ces deux termes n'est ce qu'il est qu'au prix de ce que l'autre consent à ne pas être. Tout ce qui va à la puissance est enlevé à la jouissance, et réciproquement. La politique est la stratégie parce que nous sommes à l'âge de la guerre totale, autrement dit de l'inclusion du civil dans la liste des objectifs militaires. On se trompe lorsqu'on attribue la forme totale de la guerre moderne à une démesure inhérente aux moyens de notre technique. Erreur où s'exprime précisément le préjugé bourgeois d'une indépendance du militaire par rapport au politique, l'illusion de pouvoir déléguer les affaires militaires à des techniciens. Des penseurs aussi divers que Burke (*Lettres sur une paix régicide*) et Clausewitz (*De la guerre*) ont vu que la cause des victoires françaises sous la Révolution et l'Empire était purement politique : un pouvoir révolutionnaire possède une capacité de mobilisation dont une monarchie absolue est privée par

définition. L'apparition des armes de destruction massive et leur utilisation délibérée ne sont pas la cause, mais bien l'effet de l'entrée dans l'âge de la guerre totale, et l'expression de sa nature démocratique. L'illusion technicienne confond la guerre totale avec la guerre menée selon les procédés d'une stratégie indirecte, tels que le siège ou le blocus. Mais le siège n'est pas en lui-même un acte de guerre totale, c'est seulement le substitut d'un assaut. Ce peut donc être un acte de guerre limité tant que la cible visée reste la force armée adverse, dont la population civile partage le sort sans être attaquée pour elle-même. On doit, par conséquent, distinguer d'une part stratégie directe et stratégie indirecte, d'autre part guerre limitée et guerre totale. La première distinction se fait par la nature des cibles visées : la stratégie directe vise la force armée, l'indirecte le territoire et la force morale. Le point de vue technicien est ici justifié puisque le choix de l'une ou l'autre méthode s'expliquera le plus souvent par la composition de l'arsenal d'un État. La seconde distinction se fait par la source des forces armées de cet État : constitution d'une force mercenaire ou levée en masse. Ainsi par exemple, la différence entre le blocus, moyen d'une stratégie indirecte (comme le Blocus continental de Napoléon) et le blocus, arme de la guerre totale (comme le Blocus de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale) sera que, dans le premier cas, on vise à affaiblir l'adversaire faute de pouvoir attaquer ses forces armées, alors que dans le second on cherche à affamer sa population parce qu'on y voit une force guerrière, du fait de la conscription. Car ; la levée en masse n'est pas le simple enrôlement des hommes valides, c'est la mobilisation illimitée, d'où résulte l'impossibilité d'une guerre limitée. Comme le prescrivait le décret de la Convention : « les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront les vieux linges en charpie ; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour enflammer le courage des guerriers, exciter la haine contre les Rois et recommander l'unité de la République. » Le trait le plus moderne de ce décret est sans doute la mobilisation des vieillards à des fins de propagande, soit l'organisation étatique d'un discours de la haine censé encourager les jeunes à se faire tuer pour trouver du mérite aux yeux des vieux.

L'existence d'une compétition permanente du civil et du militaire pour dominer la répartition du surproduit social signifie la poursuite d'une stratégie de la guerre totale en temps de non-guerre, ou si l'on préfère, de

« guerre pure »¹³. La non-guerre n'est certes pas la guerre ouverte, mais elle n'est pas non plus la paix, puisque l'absence des combats est l'effet d'une dissuasion réciproque (de sorte qu'il ne faut pas considérer les armes atomiques comme des engins stockés pour être éventuellement utilisés, mais bien comme des armes actuellement utilisées à des fins dissuasives, et fabriquées précisément pour cet emploi). Les États ploutocratiques ne peuvent en aucun cas rétrécir leur budget civil, sous peine de perdre leur légitimité : c'est une arme contre eux qu'ils offrent à leur adversaire. De son côté, l'État stratocratique rencontre nécessairement une limite dans sa *réduction* du budget civil¹⁴, et c'est là un atout dont les stratèges occidentaux tirent avantage, même s'ils ont dans l'ensemble une confiance exagérée dans cette « arme économique »¹⁵.

¹³ « *La guerre pure*, ce n'est ni la paix ni la guerre, ce n'est pas non plus, comme on le croyait, la guerre « absolue » ou la guerre « totale », c'est l'instance militaire elle-même dans sa pérennité ordinaire. L'équilibre de la terreur, la coalition nucléaire, la co-existence pacifique, la dissolution en somme de l'état de guerre et l'infiltration du militaire dans les gestes de la vie quotidienne renouvellent les métamorphoses du chasseur qui, de J'affrontement direct avec l'animal sauvage, l'amènèrent progressivement au contrôle des mouvements de certaines espèces, puis, avec l'aide du chien, à la garde de troupeaux sein !sauvages et, enfin, à la reproduction, à l'élevage. La domestication est l'aboutissement logique de la prédation, l'atrocité, les coups et blessures ou l'effusion de sang sont finalement contraires à l'usage illimité de la violence, la guerre n'est plus directement identifiable au conflit déclaré, à la bataille » (P. Virilio, *Défense populaire et luttes écologiques*, Galilée, 1978, p. 37).

¹⁴ Même s'il atteint dans ce sens négatif des résultats remarquables. Les démographes ont calculé que l'espérance moyenne de vie en Russie était tombée aujourd'hui à un niveau plus bas qu'elle ne l'était sous Staline, ce qui met la Russie sous ce rapport au même rang que, par exemple, Ceylan (voir N. EBERSTADT, *New York Review of Books*, 19 février 1981).

¹⁵ On pourrait m'objecter que l'inclusion du civil dans le militaire aurait pour conséquence que, par exemple, un citoyen américain qui boit son *Coca-cola* tout en lisant dans son journal les dernières révélations sur les plus récents secrets d'État commettrait un acte de guerre contre l'Union soviétique, par ce simple « geste inamical ». Interprétation des choses qui peut d'abord sembler abusive. Mais il suffit de se placer dans une situation où les privilèges civils des Occidentaux, tels qu'ils sont ressentis à l'Est, y ont un effet direct de perturbation pour reconnaître qu'il en est bien ainsi : chaque fois qu'un citoyen de la R.F.A. exerce l'un des privilèges civils qu'il possède au regard des citoyens de la R.D.A., il prouve par le fait même la « nécessité », à titre « défensif », du Mur de Berlin.

Reconnaître la coïncidence du politique et du stratégique dans le monde moderne de la guerre totale impose de réviser certaines vues communes. Castoriadis est parti, ainsi qu'il l'écrit, de la question suivante :

« Dans quelle mesure la société russe est-elle encore - comme nous le pensons depuis des décennies - une société dominée par une bureaucratie dont le centre, le noyau, l'âme et l'agent fictif est le Parti/État ; et dans quelle mesure n'est-elle pas déjà, ou n'est-elle pas en train de devenir, une *stratocratie* (*stratos = armée*), l'Armée comme corps social assumant, par le truchement de ses échelons supérieurs, la direction et l'orientation de fait de la société ? » (p. 22).

Selon lui, cette nouvelle analyse ne remet pas en cause sa théorie précédente du régime russe comme « un régime d'exploitation et d'oppression - qui a poussé l'exploitation et l'oppression à un degré inconnu auparavant - où la bureaucratie est devenue classe dominante » (p. 9). Elle se borne à la compléter en tenant compte de l'évolution récente du système soviétique. Il me semble pourtant que la présente discussion devrait être pour nous l'occasion d'une révision plus radicale de nos vues sur l'histoire du XXe siècle. C'est en effet l'ensemble de cette histoire qui est en cause dès qu'on parle de la Russie, puisque Castoriadis juge encore, comme il l'a toujours dit, que la Russie est l'avenir (logique, non historique !) de l'Occident, au sens où « le capitalisme bureaucratique ne signifie que le développement extrême des lois les plus profondes du capitalisme aboutissant à la négation interne de ces mêmes lois »¹⁶. Il s'exprime aujourd'hui en termes semblables : l'Occident offre un cas de capitalisme bureaucratique fragmenté, l'Est de capitalisme bureaucratique total. Une telle opinion suppose qu'on maintienne dans la pensée politique un primat de l'économie, puisque ce qui décide de tout est la façon dont la production est organisée. Paradoxalement, le système productif de la Russie devrait être dit *plus avancé* que l'Occidental. Dès là que ce n'est pas son rendement qui permet de le dire, il faut constater ici le maintien d'un principe hérité du marxisme, selon lequel on mesure l'âge d'un type d'organisation sociale au degré de concentration des forces productives. Sa révision critique de la doctrine marxiste a conduit Castoriadis à rejeter ce principe sous sa forme orthodoxe. Mais tout se passe comme s'il lui avait substitué un principe de concentration du pouvoir et d'intégration hié-

¹⁶ *Socialisme ou barbarie*, no 2, mai 1949, p. 28 (repris dans *La société bureaucratique*, I, « 10/18 », p. 237).

chique des individus. Puisque le pouvoir est plus entièrement concentré à l'Est qu'à l'Ouest, et qu'il n'y connaît plus aucun contre-poids, même « formel », il faudrait considérer la société russe comme plus *moderne que* l'occidentale et comme la *précédante* dans la voie de la modernité ¹⁷. Ces paradoxes sont inévitables si on veut pouvoir expliquer l'ensemble de la politique de notre époque par la bureaucratisation, c'est-à-dire par les contradictions qui naissent de la séparation entre l'instance de la décision et de la compétence, et l'instance de l'exécution. Ces contradictions peuvent être résumées par le dilemme suivant : si direction et exécution sont séparées, ou bien l'exécutant ne sait pas comment faire ce que les directives lui enjoignent de faire (puisque'il n'est pas à la place du directeur), ou bien le directeur ne sait pas quelle directive donner (puisque'il n'est pas à la place de l'exécutant). Elles trouvent leur solution pratique dans un compromis boiteux : pour une part, le directeur est un fantoche qui laisse faire (son pouvoir est fictif), pour une part, l'employé est un malin qui laisse dire (son zèle est simulé).

Tout le problème est de savoir si l'ordre de phénomènes dont Castoriadis traite dans son livre peut être expliqué par cette contradiction, c'est-à-dire réduit à elle. Je crois qu'il n'en est rien. Il est vrai que Castoriadis ne prétend nullement déduire le poids croissant du secteur militaire dans la société russe de la contradiction inhérente au fonctionnement bureaucratique. De plus, la soumission de l'armée au contrôle bureaucratique (ou policier) telle qu'elle existait sous la terreur stalinienne (et dont témoignent les purges de 1937-1938) était plus conforme à l'image qu'on se faisait - que nous nous faisons - d'un système bureaucratique. Pour Castoriadis, l'émancipation du corps militaire est due à la conjonction de deux facteurs : l'impuissance généralisée du Parti (face à une relative cohérence du corps militaire, sans doute liée aux contraintes techniques que doit respecter une armée moderne) et le fait que l'armée soit dans la Russie d'aujourd'hui la seule institution à soutenir un semblant d'idéal (que Castoriadis appelle « l'imaginaire national-communiste », p. 257). Le premier facteur s'intègre assez bien à une analyse en termes de contradiction bureaucratique, mais le second en est indépendant.

¹⁷ Voir, par exemple, C. Castoriadis, *Le contenu du socialisme*, « 10/18 », p. 397 (« La source hongroise », *Libre*, no 1, mars 1977, p. 73).

D'où le problème de savoir si ces deux traits caractéristiques du totalitarisme stalinien (comme hitlérien) - la politique du terrorisme et la propagande idéologique - sont attribuables aux désordres qu'engendre inévitablement une organisation bureaucratique de la production. Il se pourrait d'ailleurs que le mot *bureaucratie* soit trop placide, trop administratif pour nommer les réalités les plus inquiétantes du XXe siècle. Ce terme évoque un composite de Courteline et de Kafka, l'image d'un employé qui ne fait rien (Messieurs les ronds de cuir) et qui en fait trop (montagnes de papier, prolifération des contrôles, fièvre du règlement), d'un parasite et d'un organisateur - les deux extrêmes de l'antithèse saint-simonienne -, ce qui correspond assez bien au sentiment vague des administrés qu'« ils veulent se mêler de tout » alors qu'en même temps « ils ne sont jamais là pour répondre quand on a besoin d'eux ». L'emploi du concept de bureaucratie signifie qu'on se tient dans le champ d'une rationalité *économique* : les bureaux veulent tout contrôler pour mieux organiser la production, pour en améliorer le rendement, pour vérifier qu'il n'y a de déperdition des efforts ni de contraventions aux règlements. Qu'ils y parviennent est une autre histoire. En revanche, la rationalité du régime stalinien (comme de l'hitlérien) ne paraît pas être d'abord économique et saint-simonienne, industrialiste, mais bien plutôt *guerrière*. Ces régimes totalitaires mènent la guerre des *militants* contre un adversaire auquel on ne peut se contenter d'opposer des *militaires* de profession. Pour résister à l'ennemi de classe (aussi bien qu'à l'ennemi de sang sournoisement infiltré dans le corps national pour vivre de sa substance en parasite), il faut une mobilisation générale ¹⁸.

Une société dépourvue d'un ennemi obsessif n'est pas totalitaire. Par conséquent, une société n'est pas totalitaire parce qu'elle serait totalement rationalisée, ou soumise à l'idéal délirant et irréel d'un contrôle exhaustif de toutes les activités par les experts. Une société est totalitaire en ce qu'elle est totalement mobilisée, soumise à la levée en masse contre un adversaire que fixe l'idéologie. En retour, la nature de l'idéologie n'est pas suffisamment décrite quand on la dit « tentative de justification 'rationnelle' ou 'rationalisante' des visées d'un groupe ou d'une classe » (p. 226). Elle est effectivement cette tentative, à condition de préciser que les visées en questions sont des projets défensifs d'une masse d'individus qui se

¹⁸ Castoriadis fait allusion à la nécessité pour un régime totalitaire de se donner un ennemi mortel (p. 257, note 2).

voient menacés - dans ce que Castoriadis appelle leur « imaginaire » - d'annulation du fait d'un autre groupe. Si on replace ainsi les phénomènes totalitaires dans l'histoire de la guerre totale inaugurée par la Révolution française, on peut s'expliquer les traits communs des régimes totalitaires à l'idéologie opposée (stalinisme, hitlérisme), comme aussi de l'apparition de ces mêmes traits pendant le temps d'urgence de la guerre dans les démocraties représentatives : la désignation des ennemis mortels à l'extérieur, la recherche des traîtres et des coupables à l'intérieur. Ces deux mesures de la politique totalitaire se lisent déjà en clair dans le Contrat social de Rousseau. La contradiction du régime totalitaire ne naît pas du dilemme bureaucratique, mais de ce que la guerre totale a pour définition d'être une guerre civile menée contre un autre peuple. Hegel pourrait bien, en ce sens, être le penseur le plus contemporain du totalitarisme : la guerre contre l'autre est une guerre contre soi. Il convient donc, dialectiquement, de faire comme Staline et de liquider l'état-major militaire (ce traître potentiel) pour pouvoir vaincre l'Allemagne. Faudrait-il attribuer à la paranoïa, donc à l'intrusion d'un fantasme, la politique terroriste qui change en suspects tous les soutiens du pouvoir ? Mais la paranoïa, ici comme ailleurs, est seulement une perception plus aiguë des intentions d'autrui. En effet, toute guerre moderne poursuit, comme l'un de ses buts stratégiques, l'ouverture d'un front intérieur chez l'ennemi. Elle attend la victoire, non d'une négociation avec le gouvernement adverse, mais d'un effondrement du régime sous le coup des malheurs accablant les populations. L'objectif de la stratégie indirecte dans le cours d'une guerre totale n'est pas d'affaiblir les forces armées adverses, mais d'affaiblir le patriotisme de la population ¹⁹. On peut dire que l'Allemagne, lors de la Première Guerre mondiale, a gagné la guerre indirecte contre la Russie (puisqu'elle y a produit la Révolution de 1917), mais qu'elle l'a perdue contre les Alliés (puisque ce sont les Empereurs autocrates, et non de Président Wilson, qui ont dû abdiquer). Il est donc tout naturel que le dictateur totalitaire se méfie de ses sujets, et Particulièrement d'un état-major

¹⁹ Au cours de la dernière guerre, les aviations alliées ont déversé 2700000 tonnes de bombes sur l'Europe (N.B. : la bombe d'Hiroshima valait 2100 tonnes). La répartition est la suivante : objectifs militaires, 30,5% ; centres industriels, 13,5% ; villes, 24% ; voies ferrées et usines d'essence synthétique, 32% (J.F.C. Fuller, *La conduite de la guerre*, p. 265). Par conséquent, 69,5% des bombes relèvent de la stratégie indirecte. On sait que l'efficacité de ces dévastations a été médiocre (jusqu'à ce que les bombardements visent, à partir de mai 1944, plutôt les usines d'essence que les villes). Voir Poirier, op. cit., p. 32.

qui serait fort capable, en cas de revers militaires, d'échanger la peau du despote contre le salut de l'armée. La guerre est totale quand elle ne peut prendre fin qu'avec la reddition sans conditions de l'adversaire, signe que la légitimité du régime vaincu n'est pas reconnue. Telle a été précisément la politique des Alliés au cours des deux guerres mondiales. Mais la dénégation de l'identité politique de l'adversaire signifie qu'on se place dans les conditions d'une *guerre civile*, c'est-à-dire d'une contradiction : la guerre civile est celle que se livrent deux armées défendant chacune le droit à l'existence politique de leur communauté, guerre qui a lieu précisément parce qu'elle ne devrait pas avoir lieu, parce qu'il ne devrait y avoir qu'un seul peuple et qu'une seule armée.

Il est du reste frappant que la Première Guerre totale de l'histoire militaire ait été la Guerre de Sécession américaine : exemple même (du point de vue nordiste) d'un combat contre un adversaire qui ne devrait pas exister, et auquel des dommages sont infligés jusqu'à ce qu'il admette, non sa défaite, mais son inexistence même. La guerre est totale parce qu'elle est une guerre civile. Un des traits les plus remarquables de la, Seconde Guerre mondiale aura été l'institution de tribunaux spéciaux pour juger les crimes de guerre²⁰. L'ennemi doit accepter une reddition sans condition parce qu'il est un criminel, et que la loi ne peut passer des compromis avec le crime. Son crime est de faire la guerre, et on lui fait la guerre parce qu'il est un criminel. De même que les systèmes totalitaires naissent d'un affolement des masses qu'ils exploitent en les mobilisant derrière une « organisation » (qui tient de la société secrète, de la police politique et du service d'ordre para-militaire), de même les régimes démocratiques ne peuvent mener que des guerres morales et humanitaires. Ils trahissent ainsi dans la conception qu'ils se font de la guerre, leurs origines bourgeoises : si le militaire est un gendarme, il n'a jamais à combattre d'autres militaires, mais seulement des bandes de malfaiteurs.

Vincent Descombes.

²⁰ Voir, par exemple, D.J. Boorstin, *The Decline of radicalism, Reflections on America today*, New York, Vintage, 1970, p. 95.